

mêrhaba hêvalnô

nouvelles du
kurdistan



MENSUEL N° 1
15 FÉVRIER 2016
PRIX LIBRE



POUR TOUTES INFOS,
COMMENTAIRES OU SUGGESTIONS :
actukurdistan@riseup.net



Carte, glossaire
& plus encore
en dernière page !



Guerre et paix. Entretien avec un
camarade de Diyarbakir

p. 5

MASSACRES À CIZRE

Le 23 janvier, lors des attaques et bombardements de l'armée turque, un nombre incertain de personnes se sont réfugié.e.s dans le sous-sol d'un immeuble dans le quartier Cudi de la ville de Cizre. Une grande majorité d'entre elles étaient blessé.e.s dont certaines gravement. Toute tentative de la part des civils, des familles et des secouristes de les rejoindre ont été systématiquement bloquées par les autorités turques. Le 31 janvier, le nombre de personnes décédées des suites de leurs bles-

sures atteint le nombre de 7. Peu après, 11 femmes de Cizre, y compris les mères de certaines des personnes coincées dans le sous-sol, ont entamé une marche en direction du bâtiment. Elles ont été entourées et bloquées par la police des opérations spéciales et par des véhicules blindés, arrêtées et conduites au poste de police. Malgré la présence des blessé.e.s, l'armée turque continuait ses attaques contre ce bâtiment ainsi que toute la ville de Cizre.

C'est dans ce contexte que le soir du 7 février, on apprend que la police a mené

*** suite p. 2



Les YPS-Jin aux femmes du monde : « la
lutte est la seule option possible »

p. 8



Interview d'un volontaire français dans
le bataillon international du Rojava

p. 9

Panorama historique des luttes au Kurdistan

QUAND ON PARLE des Kurdes on fait référence à une culture ancestrale implantée depuis plus de 5000 ans en Mésopotamie (au sein de ce qu'on appelle maintenant le « Proche Orient »). Ce territoire montagneux donne naissance aux fleuves du

Tigre et de l'Euphrate, ce qui aura permis la sédentarisation des tribus semi-nomades à travers l'agriculture ; on considère d'ailleurs ce territoire comme le berceau des civilisations.

Néanmoins, les Kurdes ne constituent pas un peuple unifié, mais plu-

tôt une société composée de multiples tribus qui parlent plusieurs langues (dont quatre principales de nos jours) et qui se sont trouvées séparées depuis le XVII^{ème} siècle entre l'empire ottoman et l'empire perse. C'est au XX^{ème} siècle, après la 1^{ère}

*** suite p. 3

au sommaire :

- ◆ Edito p. 2
- ◆ Guerre et paix p. 5
- ◆ Les YPS-Jin aux femmes du monde p. 7
- ◆ Un volontaire français dans les YPG p. 9
- ◆ Appel du collectif Solidarité Femmes Kobanê suite aux attentats du 13 nov. p. 13
- ◆ Sakine, Leyla et Fidan p. 15
- ◆ Agenda et plus p. 15

Voici le premier numéro de Merhaba Hevalno, une revue de presse mensuelle dans laquelle nous publierons des textes à la fois d'actualité et d'analyse sur les mouvements de résistance en cours au Kurdistan.

Bien que les luttes du peuple Kurde commencent à apparaître, de manière très limitée, dans les médias classiques français, cela ne signifie pas pour autant que ces luttes soient quelque chose de nouveau. Il n'est pas question d'un groupuscule armé faisant son apparition soudaine sur la scène politique du Moyen-Orient, mais bien d'un vaste mouvement populaire révolutionnaire qui a su combiner les luttes armées, politiques et sociales, tenant une position très importante, et souvent ignorée, dans les conflits de la région.

Nous voudrions, en publiant ce bulletin, mettre en mot et en acte notre solidarité avec les mouvements de résistance au Kurdistan. Malgré la complexité de la situation là-bas (des dizaines de partis politiques, d'organisations, de groupes armés, etc.), sans parler du fait que la région nommée « Kurdistan » soit actuellement divisée entre quatre pays, nous tenterons de rendre les articles aussi accessibles que possible, en prenant bien en compte le fait que, de loin et de nos points de vue (majoritairement) occidentaux, nous sommes très loin d'avoir une compréhension globale de la situation.

Mais quoi qu'il en soit, les informations et analyses, ainsi que l'histoire du mouvement kurde et du Kurdistan en général, méritent d'être publiées et diffusées, pour qu'on en parle, et pour que les mots et les cris de résistance des gens sur place puissent se répandre et se transformer en d'autres actes concrets, pour qu'on s'organise en solidarité avec ce mouvement en ayant d'autres informations et critiques que les « infos » pré-mâchées de la presse classique.

Si, collectivement, nous avons décidé de publier ce bulletin, c'est parce qu'au-delà de la vision romantique (réductrice) de la guérilla lançant des attaques depuis les montagnes, nous entrevoyons les liens qui peuvent exister entre les révolutions sociales et politiques du Kurdistan Syrien (Rojava) et du Kurdistan

Turc (Bakur) et d'autres mouvements populaires du passé et du présent. Que nous entrevoyons aussi ce que cette ré-organisation anticapitaliste, ouvertement féministe et auto-gestionnaire, d'une échelle sans précédent et ce malgré le contexte de guerre, peut avoir d'inspirant pour nos collectifs (qui, il faut bien le dire, paraissent bien bordéliques à côté !).

Que ce soit des assemblées dans les quartiers, des mouvements révolutionnaires de libération des femmes, des groupes d'auto-défense armée mixte et non-mixte féminine, de l'auto-gestion et de l'auto-critique, tous ces sujets nous semblent entremêlés, et chacun d'entre eux méritera qu'on lui consacre des livres entiers. En attendant, nous relaierons, écrivons et traduirons ce que nous pouvons avec les moyens qu'on a, en espérant que cela donne envie à d'autres gens de s'y intéresser et d'agir de leur côté.

Nous pensons à toutes celles et ceux qui, dans leurs montagnes, dans leurs quartiers, à la campagne ou en ville, résistent et se battent pour que le peuple kurde, ainsi que ses luttes et sa résistance, ne se fassent ni enterrer par les États et groupes fascistes du Moyen-Orient, ni récupérer par les puissances coloniales occidentales, dont bien sûr notre chère France fait partie.

Nous saluons aussi toutes celles et ceux qui se mobilisent déjà en Europe pour que cette révolution continue à faire écho ici, et pour qu'elle ne tombe pas dans l'oubli ni dans la déchetterrie de l'ignorance générale créée par les médias classiques.

Nous espérons, enfin, que cette publication puisse donner, si petit qu'il soit, un souffle à l'élan de solidarité avec les mouvements kurdes, et que les mots puissent renforcer et nourrir nos luttes à nous tout-e-s, là-bas comme ici.

Ce bulletin mensuel autour de l'actualité du Kurdistan est notamment rédigé depuis la ZAD de NDDL, mais pas seulement ! Un certain nombre de camarades de Toulouse, Marseille et d'ailleurs y participent...

Pour nous contacter : actukurdistan@riseup.net

*** suite de la p. 1

une opération dans le sous-sol. Alors que la chaîne de télévision de l'État déclare qu'une soixantaine de « terroristes » ont été tués, les témoins sur place parlent plutôt d'une trentaine de personnes exécutées et brûlées, sans qu'il y ait de traces de balles sur leurs corps. Certains se demandent alors si la police n'aurait pas utilisé des armes chimiques contre eux. Le matin du 8 février, les policiers ont forcé tous les personnels de l'hôpital de Cizre à se mettre dans une seule pièce, avant de commencer à transporter les cadavres de celles et ceux qu'ils avaient massacré. Il semble que la police avait déjà saisi un grand nombre de sacs mortuaires peu avant, laissant penser que ce massacre était planifié bien à l'avance.

En réponse à ce dernier massacre, il y a eu des actions et manifestations dans plusieurs villes en Turquie. Des manifestations ont eu lieu dans les régions kurdes



de Mardin, Sirdan et Dersim. Un jeune homme s'est fait tirer dessus et a dû être hospitalisé lors d'une manif à Silvan, ville à l'est de Diyarbakir, alors qu'à Diyarbakir même, un jeune homme de 16 ans a été tué par la police pendant une manifestation dans le quartier de Bağlar.

Réactions à l'ouest du pays : à Istanbul, il y a eu des rassemblements et des affrontements avec la police sur la place de Galatasaray, ainsi que dans les quartiers de Gazi et Kanarya ; une manifestation à Izmir, une manifestation et une veillée pour les morts de Cizre à Ankara.

Source

<http://jinha.com.tr/en/ALL-NEWS/content/view/44473>



BARIKATLAR IRADEMİZDIR
IRADENE SAHİP ÇIK
YDGK-H

« Les barricades sont notre souhait. Prenons les choses en main.
YDGK-H [Unités féminines d'autodéfense des quartiers] »

PANORAMA HISTORIQUE DES LUTTES AU KURDISTAN

*** suite de la p. 1

Guerre Mondiale, que les États occidentaux gagnants (notamment la France, le Royaume-Uni et l'Italie) ont démantelé le perdant - l'empire ottoman - en plein de morceaux et les ont soumis à leur contrôle. C'est ainsi que les zones de population kurde se sont retrouvées traversées par de nouvelles frontières, divisées entre quatre des États nouvellement créés : la Turquie, la Syrie, l'Irak et l'Iran.

Ce nouveau modèle pour la région, l'État-Nation, va reproduire ce qui avait eu lieu en Europe des siècles auparavant, à savoir, l'imposition par la force d'une seule identité nationale, niant toute existence de cultures très variées. En Turquie, l'État a été créé par le mouvement nationaliste des « Jeunes Turcs » qui avait utilisé des hommes de toutes les autres cultures (notamment, les Kurdes) comme chair à canon dans sa guerre d'indépendance jusqu'à décrocher en 1923 la République de Turquie. Ceci sous la direction de Mustafa Kemal, qui prendra le nom d'Atatürk (le « père des Turcs »). C'est à partir de là que des tribus kurdes vont se soulever, dirigées par des chefs militaires ou religieux. Chaque soulèvement sera écrasé dans le sang ; le plus tristement célèbre étant celui de 1937 à Dersim, qui finira avec la moitié de la population de la région de Dersim déportée vers les villes de l'ouest ou exterminée (environ 40000 personnes). Il s'agit du premier génocide kurde.

Toute spécificité culturelle étant interdite et réprimée, les Kurdes (ainsi que les Arméniens, les Lazes, les Assyriens et toutes les autres cultures) seront emprisonnés, exécutés ou portés disparus pour avoir parlé leur langue en public, chanté ou dansé sur leur musique traditionnelle, et ce, jusque dans les années 2000. C'est pourquoi aujourd'hui la résistance kurde est indissociable de sa langue,

sa musique et sa danse. La politique de la République de Turquie continue jusqu'à aujourd'hui de considérer les Kurdes comme une sous-culture turque arriérée, qui n'a comme choix que « l'assimilation » ; en gros, se plier à la « turquicité » ou mourir. La répression brutale et la militarisation de tout le territoire Kurde (du sud-est du pays) aura contraint des millions de Kurdes à la déportation vers des villes de l'ouest de la Turquie et vers l'Europe. En ce moment, la population Kurde (estimée à plus de 40 millions) est répartie environ selon ces chiffres : 25 millions en Turquie, 8 en Iran, 5 en Irak, 4 en Syrie, et 2 en Europe occidentale (dont 1,5 en Allemagne, et 250000 en France).

Ce n'est qu'à partir des années 1970 que des mouvements de libération nationale kurdes apparaissent en Turquie (inspirés notamment par les mouvements en Amérique latine), en particulier le PKK (Parti des Travailleurs du Kurdistan) créé en 1978 par des étudiants marxiste-léninistes qui voulaient voir évoluer la société tribale kurde en une société révolutionnaire et indépendante de la souveraineté turque. Après le coup d'État de 1980, le régime militaire va se déchaîner sur tous les militants de gauche, en emprisonnant et exécutant une bonne partie. Le PKK décide alors de prendre les armes et lance le 15 août son premier soulèvement. Constitué en comités régionaux qui font du porte à porte et qui essayent d'attirer un maximum de familles, le PKK devient assez vite le principal acteur de la lutte kurde.

Les années 1980-1990 seront marquées par la guerre entre d'un côté l'armée turque et de l'autre les combattants du PKK et les civils habitant les villes et villages kurdes. Environ 4000 villages sont brûlés, à nouveau 3 millions de réfugiés quittent leur terre, 30.000 civils sont

tueés, et des milliers de militants et intellectuels, etc., emprisonnés (beaucoup sont toujours derrière les barreaux). Ces décennies sanglantes auront gravé la mémoire des Kurdes et auront laissé orpheline toute une génération de jeunes qui ont perdu leur père ou un autre proche, et qui se battent actuellement contre la police et l'armée depuis cet été. Mais c'est aussi de cette période que le PKK tire sa réputation de « stalinien » ; il est vrai que, comme toute force armée dans une guerre, le PKK n'est pas tout blanc et a commis des violences douteuses, y compris à l'intérieur du mouvement. Néanmoins, une grande partie de la population kurde de Turquie reconnaît au PKK, et à son leader Abdullah Öcalan, leur courage et leur détermination qui auront réussi à créer un véritable rapport de force capable de faire valoir certains de leurs droits de base (par exemple, depuis les années 2000 la langue kurde et le mot — « kurde » — ne sont plus interdits).

Quelque chose d'impressionnant pour un mouvement politique de masse c'est l'autocritique qui a été portée d'abord par le leader « Apo » (« ton-ton ») enfermé sur l'île-prison d'Imrali depuis 1999. Cette réflexion sur le PKK et les autres luttes de libération nationale a mené le PKK à adopter une toute autre philosophie et tactique politiques, nommée le « confédéralisme démocratique ». En résumé, cette théorie part du constat que l'État est le résultat d'une évolution sociale et politique basée sur la domination par quelques humains sur le reste des humains et sur les écosystèmes, puisant ses racines dans le système de domination patriarcal (né au néolithique avec la figure du chasseur/guerrier). La conclusion étant que si l'on veut libérer une communauté (ou autrement dit, instaurer une véritable « démocratie »), cela ne peut en aucun cas passer par la revendica-

tion d'un État et cela ne peut avoir lieu sans la révolution des femmes. Le « confédéralisme démocratique » prône, comme son nom l'indique, une organisation confédérale de communes locales, coordonnées entre elles à plusieurs échelles. Il s'agit en fait d'une adaptation du « municipalisme libertaire » de Murray Bookchin (fondateur de « l'écologie sociale »).

Il serait sûrement naïf de croire que tout un mouvement, et en particulier une organisation armée, aient pu entièrement changer de fond politique, mais cette approche est tout de même prônée par l'ensemble du mouvement de lutte kurde en Turquie, et expérimentée dans une certaine mesure dans le Kurdistan de Turquie (Bakûr) et en une plus grande mesure dans le Kurdistan de Syrie (Rojava) depuis sa prise d'autonomie face au régime de Bachar al-Assad en 2012.

Dans la partie irakienne (Başûr), la réalité est bien différente. La tribu des Barzani est au pouvoir depuis bien longtemps et a négocié sa demi-indépendance avec le régime de Bagdad instauré par les États-Unis, devenant ainsi un allié des pays occidentaux et de l'OTAN (dont la Turquie), ce qui va de pair avec le développement capitaliste, notamment de sa capitale, Erbil. Les opposant.e.s (dont le PÇDK proche du PKK) sont peu nombreux.es et bien réprimé.e.s.

C'est certainement en Iran que la situation est la pire. La dictature de Rohani réprime toute pratique déviant de la loi imposée par le régime. Prison, torture, exécutions et lapidations. Les quelques combattant.e.s survivant.e.s du PJAK (parti proche du PKK dans le Kurdistan d'Iran, Rojhelat) se sont réfugié.e.s il y a longtemps dans les montagnes de Başûr, et la plupart des autres résistant.e.s ont dû s'exiler à l'étranger.

C'est pourquoi lorsqu'on s'intéresse au mouvement révolutionnaire kurde, on fini par focaliser son attention sur le Bakûr et le Rojava, même si le confédéralisme porté là-bas a la prétention de s'étendre à l'entièreté du Kurdistan ainsi que du Moyen-Orient.

Merhaba Hevalno

La sale guerre de l'Etat turc a repris depuis 6 mois

Les victoires successives des forces kurdes en Syrie ont été perçues par l'État turc comme une menace directe pour la Turquie. En effet, le projet politique du confédéralisme démocratique qui y est développé (recours à des structures fédératives et auto-organisationnelles pour permettre à une société plurielle de s'organiser de manière plus juste à tous les niveaux) est l'antithèse des principes fondateurs de l'État turc nationaliste et patriarcal incarné aujourd'hui par l'AKP.

Ce projet politique est l'un des facteurs clés de la répression sanglante engagée par le gouvernement de l'AKP contre les villes kurdes de Turquie. Privé de sa majorité absolue aux élections législatives du 7 juin 2015 par le score du HDP (Parti démocratique des Peuples –alliance du mouvement politique kurde et des forces progressistes de Turquie), l'AKP a rompu sans motif les pourparlers de paix engagés depuis 2013 avec le mouvement kurde auquel il a déclaré la guerre afin d'obtenir le soutien de l'électorat d'extrême droite lors des élections anticipées du 1er novembre 2015.

Le peuple kurde a réagi en réclamant son droit à l'autogouvernance. Ne tolérant aucune voix d'opposition et aucune avancée démocratique, le gouvernement AKP a intensifié ses offensives. Depuis le 16 août 2015, 1,3 millions de personnes ont été affectées par les couvre-feux et l'état d'urgence mis en place à 56 reprises par les autorités turques, dans une vingtaine de

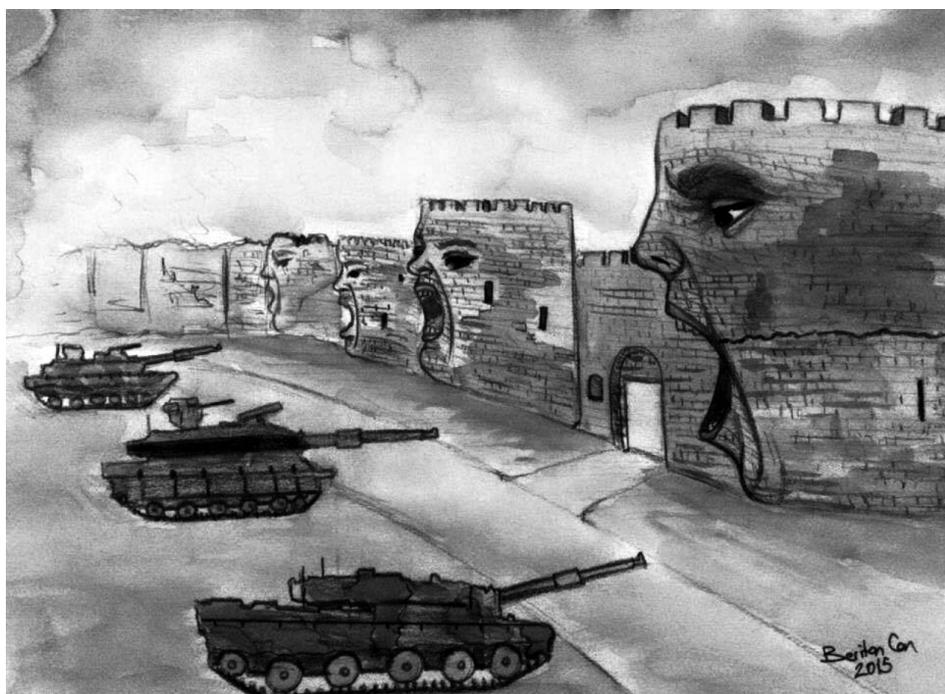
villes du Kurdistan. Aujourd'hui, les villes de Sur, Cizre et Silopi, où des dizaines de milliers de policiers et de militaires ont été déployés, sont assiégées et bombardées sans discontinuité depuis plusieurs semaines. Au cours des 4 derniers mois, 268 civils, dont 62 enfants et 37 femmes, ont été tués par les forces de sécurité.

Les habitants des villes assiégées sont privés d'accès aux produits de première nécessité et aux soins ; les blessés ne peuvent être secourus et meurent, faute de soins ; les forces de sécurité ne permettent pas à la population de sortir pour récupérer les corps des personnes tuées dans la rue.

Le gouvernement de l'AKP justifie toutes ses actions criminelles contre le peuple kurde par la rhétorique de la « lutte contre le terrorisme », créant par là même l'amalgame entre les actes de barbarie de Daesh et la résistance du peuple kurde. Toute voix s'élevant contre ces crimes d'État est assimilée à un acte terroriste par le pouvoir politique. Pour exemple, l'appel signé par 1128 universitaires et académiciens de Turquie déclarant qu'ils ne seront « pas complices des crimes commis par l'État », leur a valu, outre le lynchage médiatique, des gardes à vue, des poursuites en justice et des sanctions disciplinaires.

Source

Conseil Démocratique Kurde en France
(appel pour la manifestation parisienne du 6 février)





ENTRETIEN AVEC UN CAMARADE DE DIYARBAKIR

GUERRE ET PAIX

Réalisé le 11 décembre 2015 à Amed, cet entretien apporte un éclairage sur la guerre qui malheureusement se profile chaque jour davantage au Kurdistan...

Les choses ont beaucoup changé depuis quelques mois. Tout le monde au Kurdistan réclame la paix à corps et à cris. Mais la guerre s'intensifie partout : en Syrie et en Irak, elle continue de s'étendre, et en Turquie, l'État a recommencé sa sale guerre au Kurdistan. Depuis deux semaines, il assiège Sur, le quartier historique de Diyarbakir... Comment imagines-tu la suite des choses ? Que va-t-il se passer ?

Pour parler de ce qu'il se passe actuellement au Kurdistan, et des changements à l'œuvre ces derniers mois, il est impératif de prendre en compte les mouvements sociaux et politiques en Turquie, en Syrie et en Irak, et de mesurer l'impact des puissances internationales sur ces réalités, parce que la guerre en Syrie et en Irak, et plus spécifiquement au Rojava, a des répercussions et des effets sur la situation au Kurdistan turc.

Avant les élections du 7 juin 2015, il y avait un accord de paix entre l'État turc et le PKK. Cet accord a été rompu lors d'une réunion des MGK (Milli Güvenlik Konseyi, le Conseil de sécurité) en octobre 2014 : l'État turc prend alors la décision de repartir en guerre. Sauf qu'il n'a pas encore de raison valable à mettre en avant.

Pour justifier son choix et faire monter la tension, plusieurs attaques meurtrières ont donc été perpétrées par l'État contre le mouvement kurde pendant la campagne des élections législatives, mais les militants « pro-kurdes » n'ont pas répondu à la provocation.

Et le massacre de Suruç peu de temps après le scrutin du 7 juin révèle malheureusement la signification de la grande victoire du HDP avec ses 80 députés élus. 33 jeunes qui devaient amener des jouets pour Kobanê y ont en effet trouvé la mort le 21 juillet. Le mouvement kurde est resté ensuite suffisamment fort pour continuer à réclamer la paix. Mais après ce qui s'est passé à Caylinpinar, avec la mort de 2 policiers [tués en réponse au massacre], l'État turc a enfin trouvé le prétexte qu'il attendait : le 24 juillet, il décide d'attaquer le PKK à plusieurs endroits et envoie 60 avions bombarder les positions de la guérilla dans les montagnes.

Mais la vraie question, en fait, n'est pas là. Pour le Rojava, l'idée était de rallier le canton de Kobanê à celui de Cizre : Tall Abyad, la ville frontière côté « syrien » a été reprise à Daech, et les deux cantons ont pu ainsi être reliés. Cela coupait le passage que l'État turc et l'État islamique empruntaient pour passer d'un côté à l'autre. Les élites turques et le haut commandement militaire ont rapidement pris la décision conjointe de déclarer la guerre aux kurdes, pour éviter l'ouverture de ce fameux corridor kurde, de Mossoul et Kirkuk jusqu'à la mer méditerranée. Pour

L'État a envoyé ses forces spéciales à ces endroits-là : tanks, roquettes, armes lourdes. Ils occupent carrément des quartiers entiers, où vivent évidemment des civils. Les jeunes s'opposent à cette intrusion des forces armées dans leurs quartiers, ce à quoi l'État répond par de nombreuses violences, gardes-à-vue, assassinats, viols...

les autorités turques, cela représentait un vrai cauchemar. Voilà la vraie raison de la guerre déclarée aux kurdes.

La seconde raison, c'est que depuis le 4 avril, la liaison est rompue avec le leader Abdullah Öcalan [en prison, isolé sur une île depuis 1999]. Il subit une répression très dure, dans l'isolement le plus complet. Comment pourrait-on faire la paix avec une force qui détient un de nos symboles entre ses mains ? Ce n'est pas possible, en fait. Avec ce mouvement, les kurdes, les jeunes kurdes, dans certains quartiers ou certaines villes, ont déclaré l'autonomie. Du coup, l'État a envoyé ses forces spéciales à ces endroits-là : tanks, roquettes, armes lourdes. Ils occupent carrément des quartiers entiers, où vivent évidemment des civils. Les jeunes s'opposent à cette intrusion des forces armées dans leurs quartiers, ce à quoi l'État répond par de nombreuses violences, gardes-à-vue, assassinats, viols... Les jeunes disent qu'ils

n'en peuvent plus, et étendent l'autonomie à d'autres endroits. Et quand on parle de l'autonomie, on dit qu'elle a « neuf pieds » : l'économique, le social, le culturel, la santé, l'écologie, les femmes, etc... Dans ces « neuf pieds », il y a aussi l'autodéfense.

L'autodéfense a pris une place de premier plan car l'État attaque avec des armes lourdes. Si l'État n'attaquait pas, s'il faisait un pas en arrière, le peuple s'organiserait autrement. Bien évidemment ce qui se passe ici est en lien direct avec ce qui se passe en Syrie et en Irak. Les américains, qui ont des bases aériennes en Turquie, ont autorisé l'État turc à attaquer les positions du PKK. L'ordre donné était que l'attaque pouvait se faire sur le PKK mais pas sur les YPG/YPJ. « *Parce que nous, les américains, nous travaillons avec les YPG/YPJ* ». C'est la politique du bâton et de la carotte. Dans le même temps où ils essaient d'affaiblir le PKK à l'est, ils ont besoin des YPG au Rojava, donc ils maintiennent de bonnes relations avec ces derniers. En réalité, les YPG ont besoin de l'Union Européenne, et l'Union Européenne a besoin des YPG car les YPG n'ont pas d'armée de l'air, et les autres n'ont pas de forces sur terre. Ils sont donc obligés de collaborer.

Mais ce qu'on a pu voir ces derniers mois, c'est que l'État turc attaque sauvagement des villes, des quartiers, des régions kurdes où des civils sont présents, et face à ça, l'Occident reste silencieux. Et sachez-le bien : l'État turc mène ces attaques contre les kurdes, dans leurs propres quartiers, dans leurs villes, avec une mentalité semblable à celle de Daech. Seul le nom diffère. Les façons de faire sont identiques. La semaine dernière, j'étais à Urfa dans un commissariat. Une jeune femme avait été violée. Les flics lui ont dit « *nous sommes des membres de Daech* ». Une lettre de cette femme, qu'elle a envoyée pendant son incarcération, raconte ce qu'elle a vécu. La mentalité de l'État turc et celle de Daech sont les mêmes. Je voudrais rajouter que le peuple kurde n'a cessé de réclamer la paix depuis 1993. Le PKK a demandé à huit reprises l'accord de paix, et l'a fait de différentes façons, par des manifestations, des propositions de discussions, etc. Et ce sont ces deux dernières années, au moment précisément où le PKK cesse de prendre les armes, que l'État turc a déclaré la guerre au peuple kurde à cause de la conjoncture actuelle.

Ces jeunes qui défendent les quartiers, les villes, les villages, ont été contraints de le faire. Ce ne sont pas des terroristes. Personne ne voudrait vivre nez à nez avec la mort, n'est-ce pas ? C'est simple, les jeunes



refusent l'entrée des forces armées dans leurs quartiers. Ils veulent l'arrêt des assassinats, des gardes à vue, des tortures dans les commissariats, des enfermements dans les prisons. Mais l'État reste sourd à ces demandes, voire fait tout pour continuer à appliquer ces mesures. Pour toutes ces raisons, à Cizre, à Geveç, à Nusaybin, à Derik, à Sur, à Silvan, à Varto, la confrontation continue.

Du coup on a l'impression que c'est la guerre sans que ce soit vraiment la guerre, ce sont des guerres très localisées sur une durée définie. Nous nous demandons si les gens sont prêts à la guerre. Nous avons vu par exemple qu'il y a eu une semaine de festival suite à l'assassinat de Tahir Elçi, l'avocat de Diyarbakır. Sur l'affiche, il est écrit « Quoi qu'il arrive, on veut la paix ». Est-ce que ce sont les mêmes personnes qui défendent la paix et dans le même temps s'organisent pour la guerre. En d'autres termes, si la guerre se met en route, est-ce que tout le monde suivra ?

Depuis 40 ans, ou plus précisément depuis les années 1990, ce peuple a vécu sous l'oppression de l'État. Ils ont payé beaucoup de leur « peau ». Rien que durant la décennie 1990, plus de 4 000 villages ont été incendiés. Trois millions de personnes ont dû émigrer vers les métropoles. La guerre, elle nous a brûlés de près. Moi, par exemple, je n'ai pas pu vivre ma jeunesse. En raison des conditions de guerre au quotidien, on ne pouvait sortir que le jour, c'était ennuyeux. Je parle des années 1990. Le peuple kurde a vraiment soif de paix. Même là où la situation est la plus dure, là où la répression est la plus féroce, les kurdes vont quand même continuer à scander des slogans de paix. La valeur de la paix, seuls les vrais combattants en connaissent le sens. Depuis 30 ans, les

kurdes se battent sans relâche mais suite aux évolutions de la situation, les kurdes sont de nouveau confrontés à devoir faire des choix. Il y a la réalité de Daech, et de ses liens avec l'État turc, il n'y a pas de doute là-dessus. Pour se défendre, la Turquie a dû trouver une stratégie capable d'arrêter l'avancée des kurdes.

On a compris aussi qu'on ne pouvait pas s'en sortir avec les méthodes de guérilla à l'ancienne, comme l'on fait les Hizbullah [au Liban]. La stratégie a été de prendre des lieux, des terrains, de s'entraîner sur ces espaces, en mobilisant les uns et les autres. Et ces organisations continueront d'évoluer. Il est vrai que la population a vécu un choc, car ils avaient à l'esprit l'exemple de Kobané : en l'espace de quinze jours, plusieurs centaines de villages, dont la ville principale, ont été vidés de leur population. 400 000 personnes ont dû partir. La ville a été entièrement détruite. Beaucoup de jeunes ont perdu la vie en défendant le lieu. Plus de jeunes encore ont été blessés. Le peuple kurde a apporté un grand soutien, c'est certain, mais ça se passait loin de chez eux. Lorsque cette guerre est entrée dans leur quartier, là oui, ils ont pris peur. Mais on sait aussi qu'un grand nombre de personnes restera et soutiendra la force d'autodéfense qui est avec eux. Si les YDG-H continuent de défendre tous ces quartiers, le peuple continuera lui aussi de soutenir ces jeunes. Comme à Cizre, Yüksekova, Derik, pour ne citer qu'elles... Là où les habitants apportent leur soutien, l'État ne parvient pas vraiment à attaquer.

Sur, par exemple, est un lieu où il y a des commerçants, et du coup le quartier est assiégé par les forces de l'ordre. L'État veut manœuvrer là-bas, c'est ce qui explique qu'il y ait davantage de conflits. Les lieux non délaissés par les civils sont les lieux où l'État n'arrive pas à avancer. Je pense que ces résistances vont se répandre dans

toute la zone kurde et que le peuple va manifester son soutien.

Si nous posons cette question, c'est qu'on sait bien que c'est un choix de faire la guerre, c'est difficile et compliqué de choisir entre construire pacifiquement son autonomie et se défendre face à la violence de l'État et de Daech. Idéalement, on préférerait tous le premier choix.

C'est en effet ce qu'il faudrait. Dans la période de construction de ce mouvement d'autonomie et d'autogestion, on aurait dû pouvoir entamer ces travaux sans avoir à faire intervenir les armes. On aurait pu s'organiser de manière passive dans nos quartiers, dans nos villages, dans nos villes. C'est un manque du parti politique légal kurde, le HDP. Si on avait su bouger avec la foule des habitants, l'État n'aurait pas pu entrer dans les quartiers. Comme il a continué à opprimer et réprimer les habitants, les jeunes ont été obligés de s'armer. En réalité ça commencé il y a un an à Cizre où 8 jeunes ont été abattus par des militaires. Des barricades ont été creusées. Mais avec l'arrivée du parti légal kurde, la stratégie des barricades a été mise en attente. A Silvan, par exemple, quand les premières barricades ont été montées au mois d'août, l'État a fait marche arrière en disant : « On ne vous fera aucun mal. On ne procédera à aucune garde à vue, on n'emprisonnera personne. Enlevez seulement ces barricades. » Mais une fois que les jeunes ont retiré les barricades, et qu'eux-mêmes se sont retirés de la zone de conflit, les forces de l'ordre ont attaqué les quartiers comme des barbares. Ils ont brûlé les maisons, les commerces. Ceux qu'ils ont attrapé ont été battus, torturés, enfermés. Là encore les jeunes ont dû reprendre les armes.

Vous savez qui sont ces jeunes aujourd'hui ? Ce sont les jeunes qui ont perdu un parent ou un membre de leur famille : abattu, torturé, mis en prison ou porté disparu par l'État. Leurs villages, leurs maisons ont été incendiés. Ils ont été forcés de migrer vers les villes. Cette génération de jeunes est le résultat des années charnières 1990. Ils ont grandi avec ces histoires. Et la vengeance anime leurs pensées.

Mais il y a un vrai paradoxe à Sur, comme vous avez pu en juger par vous-mêmes, une vraie guerre y est perpétrée par l'État, alors que quand vous regardez vers l'ouest de la ville, une vie de luxe continue tranquillement son train-train. Une espèce de schizophrénie pour le peuple. Pourquoi cela ? Pourquoi d'un côté nos jeunes perdent la vie et de l'autre

Ma mère me disait quand j'étais petit : « Attention, si tu ne vas pas te coucher, les militaires turcs vont venir te chercher ». C'était notre loup à nous, elle nous faisait peur comme ça. Est-ce que vous arrivez à comprendre ce que ça signifie ?

les gens continuent à mener la leur tranquillement, dans les bars, à siroter du thé ou du café.

Les gens payent fort leur combat, en comprenant la valeur des jeunes qu'ils perdent. Les gens attendent que la guerre arrive chez eux. En Syrie c'est pas ce qu'il s'est passé ? Ça a commencé d'un coup à Homs, et aujourd'hui c'est toute la Syrie qui brûle. En Irak aussi, ça a commencé à Falluja, et c'est l'Irak entier qui brûle aujourd'hui. Au Yémen pareil, ça a commencé à Aden, et le pays brûle aussi. Idem en Libye. On ne peut pas savoir si au Kurdistan ça sera pareil ou pas. Mais quoi qu'il arrive, ces jeunes, on ne peut pas les laisser tout seuls. Pas pour la guerre mais pour la paix.

Est-ce que c'est une nouvelle stratégie, assiéger un quartier ou une petite ville, la couper du monde, lui faire la guerre, en faisant en sorte que le reste des habitants ne se sentent pas concernés par ces attaques très ciblées ?

Ça n'aurait pas dû se passer comme ça. Comme on l'a dit tout à l'heure, pendant cette période de construction, l'autodéfense est le dernier « pied » de l'autonomie. L'autodéfense est quelque chose qui est mis en place pour des attaques qui pourraient survenir en interne et non en externe. L'autonomie et l'autodéfense se font sans arme. Sauf si une attaque est perpétrée de l'extérieur avec des armes, là oui, tu dois toi aussi sortir les armes. L'autodéfense est quelque chose qui naît naturellement en toute personne qui se rebelle contre n'importe quelle forme de pouvoir.

Et ça bien-sûr, l'État s'en rend compte et attaque son peuple avec violence. Il veut lui faire peur. Il veut casser la volonté propre de chacun. Il veut vider les villes et les villages, casser cette lutte, et pacifier le peuple. Et il veut que le peuple se rende à lui. Il y a un tas de raisons à cela. L'État veut détruire le Kurdistan, et la lutte de son peuple. Il est fou de rage que face à lui les gens aient deviné son intention, et ses futures attaques possibles.

Et savez-vous aussi pourquoi nous étions informés que l'État s'était préparé

à nous attaquer durant ces deux dernières années de paix ? Ils avaient préparé des véhicules blindés qu'on n'avait jamais vus jusque-là. Au moins 5 modèles différents. Ce sont des véhicules avec un système informatique intégré. Les armes se trouvent au-dessus des blindés, les forces armées sont comme sur leur joystick, comme devant leur *playstation* : ils font et contrôlent la guerre. Mais ce ne sont que des préparatifs, en réalité. On a aussi l'impression que les forces spéciales qui nous combattent étaient auparavant en Syrie. Ils n'agissent pas comme les anciennes forces armées. Ils ont un entraînement technique et une bonne formation militaire. On s'est rendu compte que ces deux années de paix ont permis à la Turquie de préparer un plan d'attaque pour que le peuple kurde se rende. Mais les jeunes sont entrés en résistance contre cette attaque.

Regardez juste si on imaginait qu'à Paris, Marseille, Toulouse, Bordeaux, peu importe, des gens masqués fracassent les portes de chez vous pendant que vous dormez, en hurlant, en vous insultant et en violant votre intimité. En un instant les voilà dans votre chambre, qu'est-ce que vous auriez ressenti à ce moment-là ? Nos jeunes en ce moment se battent précisément contre tout ça.

Je vais parler de moi. Ma mère me disait quand j'étais petit : « Attention, si tu ne vas pas te coucher, les militaires turcs vont venir te chercher ». C'était notre loup à nous, elle nous faisait peur comme ça. Est-ce que vous arrivez à comprendre ce que ça signifie ? Un matin, les militaires viennent dans votre village, ils rassemblent les hommes sur la place, les insultent, les humilient, les frappent, les torturent... Toutes ces sales choses qu'on peut s'imaginer, ils les font. Et ensuite, ils rentrent dans vos maisons et font ce qu'ils veulent. Après des femmes et des enfants. Et si c'était vous, qu'est-ce que vous auriez fait ? Historiquement, ceux avec qui la France a eu le plus de conflits, c'est avec les Anglais. Imaginez si l'État anglais vous avait fait ça, qu'est-ce que les français auraient pensé ? Ou si c'était le contraire, qu'est-ce que les Anglais auraient pensé de l'État français ? Les kurdes résistent simplement face à cela.

Chaque instant de la vie est devenu un moment de torture pour nous. J'ai 38 ans aujourd'hui, et je ne me sens en sécurité que là où les forces armées ne sont pas présentes.

Source

<http://nevarneyok.noblogs.org>

au Bakur :

♦ A Hakkari, des centaines de terrains ont été expropriés par l'Etat, et ont été déclarés zone militaire par l'armée. Et aux frontières de Yüksekova, Şemdinli et Çukurca entre le 3 et le 17 janvier, la circulation des civils a été interdite. (Sendika.org, 1^{er} février 2016)



♦ Déclaration de création des YPS (Groupe de défense civile) à Nusaybin, le 2 décembre 2015 : « On s'adresse à toutes celles et ceux pour qui le soleil brille encore, et notamment en Turquie : Ne restez pas silencieux face à tant d'injustice, rejoignez la résistance. A Farqin (Silvan), Cizre, Kerboran (Dargeçit), Sur et Derik, où le peuple est en résistance, nous vous saluons. Nous, en tant que jeunes de Nusaybin, et en tant que résistants faisant parti du YPS Botan, nous saluons, et fêtons cette déclaration. Nous allons combattre et nous défendre pour la défenses des communes démocratiques, pour la libération de notre leader Apo, et pour défendre notre peuple de l'Etat colonial. Et nous nous adressons particulièrement aux jeunes femmes et jeunes hommes : rejoignez-nous au YPS, pour notre peuple et pour vous sentir libre. Vive Apo ! Vive la résistance du peuple kurde ! »



Les YPS-Jin aux femmes du monde : « la lutte est la seule option possible »

Note du traducteur : « Cette interview de Dünnya Sterk a lieu dans le contexte de la Turquie où il y a de nouveau, depuis mi-2015, des affrontements entre les forces policières et militaires turques d'un côté, et les rebelles kurdes de l'autre qui revendiquent l'autonomie du Kurdistan turc. Dans plusieurs villes ou quartiers du sud-est de la Turquie, des YPS, Unités de Défense Civile, ont été créés par les insurgés et les habitants pour défendre ces villes contre l'État turc. Les femmes ont un grand rôle dans ce soulèvement, puisque de nombreux partis rebelles kurdes ont aussi pour objectif l'émancipation des femmes. Ainsi, des YPS-Jin, branche féminine des YPS, ont été créés. »

MARDÎN - Dans un monde où de nombreuses femmes sont victimes de la violence masculine, il n'y a pas d'autre choix que la lutte, selon Dünnya Sterk, membre des YPS-Jin, les Unités de Défense Civile des Femmes. Pour elle, la lutte des YPS-Jin est une « lutte internationaliste contre le système patriarcal ».

Dans la province de Mardin au Kurdistan turc, la ville de Nusaybin a une longue histoire de résistance. Aujourd'hui, alors que l'État turc envoie des véhicules blindés dans chaque coin de rue, c'est les enfants et les femmes de la ville qui mènent la construction des barricades.

Dünnya Sterk, membre des Unités de Défense Civile Féminines formées pour défendre Nusaybin, a discuté de la lutte derrière les barricades pour une nouvelle vie.

Selon Dünnya, avec le processus de paix qui a commencé en Turquie en 2013, l'État turc « pensait qu'ils pouvaient simplement nous faire perdre notre temps », alors même que le peuple kurde faisait sa part du travail.

« Pourtant, ici ce n'est pas le peuple kurde qui est en train de perdre, mais l'Etat » dit-elle. Si l'État n'est pas parvenu à entrer dans les quartiers insurgés de villes comme Nusaybin même après deux mois d'un couvre-feu brutal, « cela signifie que l'État a déjà perdu ». Selon Dünnya, l'État est maintenant lancé dans une guerre totale, tirant même sur les petits enfants.

« Personne ne doit s'attendre à ce que nous gardions le silence » dit Dünnya. « Contre ceux qui tuent nos enfants et nos mères, bien sûr que notre lutte doit être une lutte armée. ». La jeunesse des YPS, explique-t-elle, n'a pas d'autre choix que de

prendre les armes, mais, au-delà du conflit armé, leur lutte est politique et culturelle.

Dünnya a évoqué l'importance chez les Kurdes d'organisations féminines autonomes, un phénomène qui a commencé dans la région avec les organisations féminines du PKK, parti des travailleurs du Kurdistan.

« Dans le socialisme tel qu'il a existé, on avait "d'abord la lutte du peuple, après la lutte des femmes", mais ça ne marche pas comme ça », indique Dünnya. « Nous avons appris de cette expérience qu'une solution qui reporte à plus tard la lutte des femmes ne résoud pas le problème. Le combat du peuple et le combat des femmes doivent avoir lieu en même temps ».

Au Rojava (Kurdistan syrien), note-t-elle, la révolution est devenue une révolution des femmes avec la création de la force armée des YPJ, les Unités de Défense des Femmes.

« Du coup, dans le Bakur (Kurdistan turc), nous ne pouvions pas en rester simplement aux YPS » dit Dünnya. « Nous devons déclarer une organisation autonome de femmes, les YPS-Jin, en tant que femmes lançant le long combat contre le système patriarcal qui a déclenché ces guerres. Sinon, la révolution serait inadéquate. Comme dit notre leader [Abdullah Öcalan], rien n'est résolu tant qu'on ne résoud pas le problème à la racine ».

Dans un monde où chaque année des milliers de femmes sont tuées par la violence masculine, des organisations armées féminines comme les YPJ, PAJK, YBS-Jin et YPS-Jin sont la seule option possible.

« En tant que femmes kurdes, nous avons déclaré que 2016 sera l'année de la lutte pour l'émancipation des femmes. Que chaque femme dans le monde choisisse son camp », dit Dünnya. « YPS-Jin a un message pour toutes les femmes : « nous ne nous battons pas juste pour une ethnie. Avec notre combat dirigé par des femmes contre les attaques du système patriarcal, nous envoyons le message "on est là !" »

« Notre combat est internationaliste : que toutes les femmes dans le monde prennent leur place dans ce combat », ajoute Dünnya.

source

Zehra Dogan / JINHA
<http://infoforjava.tumblr.com>



INTERVIEW D'UN VOLONTAIRE FRANÇAIS DANS LES FORCES KURDES COMBATTANTES AU ROJAVA

Cette interview a été réalisée avant les dernières exécutions de Kurdes en Turquie et l'attentat d'Istanbul le 12 janvier dernier.

La situation ne fait qu'empirer dans le Bakur [Kurdistan nord dans l'Etat turc], avec des niveaux de répression qui s'apparentent à une nouvelle guerre civile. Comment les gens et les militants (dans le Rojava, mais aussi ailleurs dans le Kurdistan) voient-ils cette guerre qui s'annonce et s'amplifie au nord ?

Il est difficile de vous dire comment les gens voient cette guerre dans le Kurdistan nord, dans la mesure où je me trouve au Rojava. La guerre civile au Bakûr, qui a déjà commencé, est omniprésente ici. Cela est dû, dans une large mesure, à la présence importante de militants du Bakûr au Rojava. S'il est sans doute abusif, comme le font parfois certains médias, de présenter le PYD et les YPG comme la « branche syrienne du PKK », il est clair que les militants du PKK ont joué le rôle principal dans la formation des YPG. Aujourd'hui encore, la grande majorité des cadres des YPG sont issus du PKK, même si le gros de leurs troupes a été recruté localement. Cela ne procède nullement d'une volonté d'hégémonie ou d'un mépris du PKK envers les « locaux », mais plutôt de la longue expérience de combat des premiers. Il est par ailleurs difficile de vous donner des proportions,

même approximatives, car de nombreux militants du PKK cachent, à tout le moins aux occidentaux présents sur place, leur appartenance passée ou présente à cette organisation, toujours considérée comme « terroriste » en Europe, pour des raisons diplomatiques.

On comprend donc aisément que la guerre entre les YPG et l'Etat islamique soit perçue, par les combattants YPG du Bakûr et du Rojava, comme le théâtre local d'un conflit général plus large, en tout cas comme indissociable de la répression de l'Etat turc contre les militants kurdes. L'analyse faite par les chaînes de télévision pro-kurdes prisées des combattants (proches du PKK comme Mednuçe ou du PYD comme Ronahî TV) tranche radicalement, à cet égard, avec le traitement des médias occidentaux qui prennent soin de dissocier ces deux conflits.

On peut certes questionner, objectivement, l'unité du Kurdistan et des conflits en cours dans les différents tronçons, qui répondent plus à des dynamiques « nationales » différentes qu'à une « question kurde » unique. La carte, la représentation d'un Kurdistan uni et indivisible dont le partage ne serait que momentané, un accident de l'histoire sont sans doute une construction identitaire, un élément central du discours national des différentes organisations kurdes ; il n'en demeure pas moins que l'arrivée massive de militants du PKK « turc » en Syrie et l'intervention

de l'Etat turc dans ce pays ont objectivement imbriqué les deux conflits dans une même problématique.

La réaction d'Erdoğan est en partie liée à la situation en Syrie, notamment celle de ses divers protégés et proxies (ISIS, al-Nosra, Ahrar al-Sham...). Or aujourd'hui, ceux-ci perdent du terrain ainsi que ceux de l'Arabie saoudite (situés eux surtout dans le sud du pays). Les prochaines batailles des SDF (Forces démocratiques de Syrie, dont les YPG/YPJ forment la principale force), en direction de Mabij et Jarabulus (ouest de l'Euphrate) et dans la région d'Azaz (nord d'Alep), sont des « lignes rouges » pour le régime turc, qui ne cesse de le réaffirmer, surtout qu'il y a (surtout dans la zone d'Azaz) en face des SDF des unités spécifiquement turkmènes, entièrement armées et financées (et encadrées) par des Turcs liés à l'appareil d'État, aux mouvances AKP et MHP (Loups gris, cercles ottomanistes, etc.) La Turquie prendrait-elle le risque de défendre militairement ses « lignes rouges » et donc de pénétrer sur le sol syrien alors que la Russie veille et qu'en l'état actuel des choses, Poutine n'hésitera pas à frapper ? Mais, vu sa rhétorique actuelle, Erdoğan peut-il renoncer à combattre les "terroristes" kurdes au sud de sa frontière qui engrangent les victoires sur le terrain ? Dans quelle mesure, sa guerre contre les Kurdes de Turquie n'est-elle pas le prix

au Rojava :

♦ **Le PYD exclu des pourparlers de Genève.** L'autorité kurde de Syrie, le PYD, n'a pas été invitée à Genève où les dirigeants des plus grandes puissances mondiales (Union Européenne, États-Unis, Turquie, Russie, etc.) se prennent en photo au bord du lac, prônent des négociations pour un retour de la «paix» et s'accordent sur leurs intérêts respectifs en Syrie.



♦ **Le 29 janvier, de nouvelles attaques de l'armée turque contre les positions des YPG/YPJ** au Rojava se sont rajoutées à une liste déjà bien longue. Le lendemain, les soldats turcs ont tiré sur la foule rassemblée sur la frontière pour manifester contre ces attaques.

Selon des médias kurdes, les forces YPG/YPJ sont en train de préparer mener des actions pour récupérer les derniers 100 km de la frontière turco-syrienne encore sous contrôle de Daech. Il s'agit de ce que l'état turc appelle sa « ligne rouge » à ne pas franchir, allant de Jarabalus jusqu'aux environs de la ville d'Azaz. Erdogan préfère laisser « sa » frontière sous contrôle de Daech, son allié militaire contre les Kurdes.

(source : kurdpress.com)



qu'il fait payer au mouvement kurde dans son ensemble pour la relative mais réelle réussite de la lutte menée par les Kurdes au Rojava (qu'Erdoğan interprète comme une menace, le début d'une défaite ou une défaite à venir) ?

En l'état, il est improbable que la Turquie intervienne directement en Syrie. Cet avis est partagé par la plupart des combattants ici. La Turquie n'était pas intervenue militairement contre les YPG (à l'exception de quelques tirs à la frontière) afin de ne pas froisser son allié américain, on imagine mal qu'elle le fasse aujourd'hui, quand l'entrée en scène de la Russie vient compliquer un peu plus le conflit syrien. Sans doute faut-il interpréter en ce sens la récente attaque contre le barrage de Tishrin et la percée vers Manbij, qui montrent que les YPG ne craignent plus une intervention armée turque directe et franchissent allègrement les « lignes rouges » fixées par Erdoğan. Sans doute l'Etat turc se limiterait-il à soutenir financièrement et militairement tel ou tel acteur du conflit syrien, comme par le passé, mais on imagine mal que ceux-ci puissent jouer à l'avenir un rôle décisif face au régime et aux YPG, les deux bêtes noires de la Turquie.

En ce qui concerne l'intervention de la Russie en Syrie, il est intéressant de noter qu'elle a été perçue de façon très positive par les combattants que j'ai côtoyés, ce pour plusieurs raisons. D'abord, les frappes russes donnent du fil à retordre aux djihadistes, l'ennemi commun, ce qui est du pain béni pour les YPG. Ensuite, le soutien diplomatique et surtout militaire se limitait pour l'heure à celui des Etats

Les volontaires passent par un entraînement d'un mois environ composé d'une partie théorique, ou « idéologique », qui enseigne aux volontaires des rudiments d'histoire kurde, de la langue, mais aussi les principes du confédéralisme démocratique ou les théories d'Abdullah Öcalan sur l'origine des inégalités hommes/femmes.

occidentaux, Etats-Unis en tête, ce qui introduisait de fait une relation de subordination des YPG vis-à-vis de ce pays. Aucun contact officiel n'a, à ma connaissance, eu lieu entre la Russie et les YPG, mais la possibilité d'une entente ou d'opérations communes permet de relâcher la

bride occidentale sur les YPG qui peuvent désormais, si les exigences des Etats-Unis se faisaient trop rapaces, se tourner vers un autre soutien international potentiel. L'intervention russe offre donc la possibilité aux YPG, comme me l'a résumé un combattant, de jouer sur deux impérialismes, pour le moment antagonistes, ce qui est toujours plus confortable que de dépendre des seuls caprices de la politique étrangère américaine, laquelle pêche rarement par la constance.

Notons au passage que la politique des YPG a souvent été critiquée dans les milieux révolutionnaires en France en raison du soutien des impérialistes américains. C'est oublier un peu vite qu'il s'agit d'un soutien purement conjoncturel, les YPG représentant pour les impérialistes occidentaux, en Syrie du moins, la seule force militaire organisée combattant efficacement l'Etat Islamique qui est l'ennemi prioritaire du moment. De leur côté, les YPG profitent des frappes de la coalition contre les djihadistes, qui offrent un avantage militaire décisif et permettent de limiter le nombre de victimes (du côté kurde). Les frappes militaires sont d'ailleurs la décision des puissances impérialistes et il ne dépend pas des YPG de les empêcher ou de les intensifier. Auraient-ils dû se priver d'un soutien militaire à l'heure où ils luttent pour une existence fragile ? Au lecteur d'en juger.

Revenons à l'aspect plus « militaire » au sein des YPG. Quelle est la place des « internationaux », forment-ils des unités spécifiques ou sont-ils intégrés à d'autres ? Ce qui nous intéresse aussi c'est « l'ambiance », la façon dont les gens vivent la situation (les mêmes questions se posaient en Espagne dans les Brigades Internationales en 1936)..., le degré d'information, le sentiment d'être utile, la situation kurde est-elle vécue dans sa totalité ou tend-elle à se restreindre à la zone concernée ?

Les volontaires internationaux viennent pour des raisons très diverses, on ne peut parler d'un groupe homogène. Les volontaires passent par un entraînement d'un mois environ composé d'une partie théorique, ou « idéologique », qui enseigne aux volontaires des rudiments d'histoire kurde, de la langue, mais aussi les principes du confédéralisme démocratique ou les théories d'Abdullah Öcalan sur l'origine des inégalités hommes/femmes. Ensuite, les volontaires sont dirigés dans différentes unités de leur choix. Ils peuvent s'y retrouver à plusieurs ou seul.e.s, mais restent

très minoritaires dans tous les cas. Si des problèmes apparaissent, ou si un.e volontaire se sent mal dans une unité, il lui est possible d'en changer sur simple demande (je n'ai jamais entendu parler de contrainte à ce sujet). Les volontaires étranger.e.s (occidentaux serait d'ailleurs plus juste dans la mesure où les volontaires venu.e.s de Turquie, de loin majoritaires, ne sont pas considéré.e.s comme tel.le.s) ne jouissent d'aucun statut ou privilège particulier. Illes sont logé.e.s à la même enseigne que leurs camarades kurdes et partagent les tâches communes. Certain.e.s volontaires reprochent parfois aux YPG, ce qui n'est pas tout à fait infondé, de renâcler à les envoyer au combat ou de chercher à les protéger. Il est courant qu'un.e volontaire doive insister un certain temps avant d'être envoyé.e au front. Toutefois, l'idée selon laquelle les volontaires étranger.e.s seraient cantonné.e.s à des tâches inférieures (cuisine, construction, nettoyage, etc.) est fautive, comme en témoigne le nombre de tué.e.s parmi celles-ci (et comme je l'ai constaté). Il s'agit avant tout pour les YPG d'éviter toute perte inutile ou d'envoyer au front des gens sans une formation adéquate.

La comparaison avec la guerre d'Espagne et la Brigade internationale, devenue un lieu commun à l'extrême-gauche, est infondée. Les « gauchistes » venant se battre au Rojava pour des raisons politiques sont en effet une minorité assez insignifiante (une petite dizaine au plus), même si l'on en compte plus dans le civil.

La majorité des volontaires sont d'anciens militaires de carrière venus combattre Daesh, mais ne se préoccupant pas de l'expérience politique et sociale du Rojava. Les anciens militaires sont plutôt, parmi ceux que j'ai fréquentés, indifférents sur le plan politique. Les enrégés de la gâchette, les nationalistes forcenés venus tuer de l'islamiste voire du musulman existent, mais ne sont pas majoritaires chez les militaires. Je peux toutefois citer plusieurs exemples. Parmi les volontaires présents à mon entraînement se trouvait un ancien soldat américain ayant combattu en Afghanistan. Républicain convaincu, celui-ci m'a chanté les louanges de George Bush sur tous les tons et semblait enchanté par les Kurdes, très « occidentaux » à son goût, qu'il opposait aux Arabes fanatiques par la culture si ce n'est par les gènes. Un autre, Israélien, suintait le mépris envers les Kurdes, qu'il comparait certes aux pionniers de la colonisation juive, mais qui restaient visiblement trop « arabes » ou « islamiques » à ses yeux. Ce même volontaire m'a expli-

qué que les Arabes israéliens pouvaient et qu'il était possible, en se promenant dans Jérusalem, de savoir si l'on se trouvait dans un quartier arabe ou juif à la seule odeur. Précisons que ce volontaire se définissait comme étant « de gauche »...

Beaucoup viennent sans but précis, pour s'accomplir, vivre la grande aventure ou tout simplement pour fuir une routine insupportable. Ceux-ci ne restent généralement pas très longtemps, certains quittent le Rojava après avoir posté quelques photos en armes sur les réseaux sociaux. Il s'agit d'un vrai problème pour les YPG, car faire entrer un volontaire illégalement en Syrie représente des moyens logistiques et financiers non négligeables. Notons enfin la présence des « médiatiques », venus profiter de l'occasion pour se tailler une notoriété à peu de frais et imméritée. Ceux-ci sont souvent méprisés par les autres volontaires qui font le choix de l'anonymat dans leur majorité.

Il importe d'être lucide quant à l'utilité des volontaires internationaux et ne pas se faire d'illusions sur notre rôle. Les anciens militaires de carrière apportent un savoir-faire incontestable et des compétences précieuses au combat. Néanmoins, des divergences de tactique et sur les méthodes de combat apparaissent régulièrement, car les combattants des YPG sont issus d'un mouvement de guérilla. Il est arrivé fréquemment que d'anciens militaires occidentaux quittent les YPG pour cette raison et intègrent les peshmergas irakiens, calqués sur le modèle des armées occidentales, où ils sont rémunérés environ 300 dollars par mois (les YPG ne rémunèrent pas leurs volontaires). La création fin octobre d'une unité entièrement composée d'anciens militaires professionnels, par un ancien Marine américain, visait notamment à stopper le départ de ceux-ci.

Mais l'utilité des volontaires sans formation militaire préalable (dont je suis) est des plus limitées. Nous sommes tout sauf indispensables car d'anciens combattants du PKK, ayant 15 ans de combat à leur actif, peuvent sans problème se passer de l'aide d'étudiants révolutionnaires habitués au confort parisien, même s'ils accueillent ces derniers à bras ouverts. Il faut être certain de son choix et savoir précisément pourquoi l'on vient. Ceux qui viennent se battre au Rojava par « romantisme », ou pour des raisons éthérées et abstraites (« défendre la liberté », « se battre contre la barbarie », etc.) risquent d'être déçus sur place lorsqu'ils prendront conscience de leur place et de la réalité

du terrain. Le risque est surtout de ne pas tenir dans les conditions très sommaires du front (peu de sommeil, pas d'eau courante, longues périodes d'attente, pas ou très peu de contact avec l'extérieur...) si l'on vient sur un coup de tête.

Faut-il, pour autant, renoncer à venir au Rojava pour des révolutionnaires de gauche ? Certainement pas ! Je ne puis au contraire qu'encourager celles et ceux qui le souhaitent à venir se battre ici, au Rojava, pourvu qu'ils soient conscients des difficultés qui les attendent et, surtout, qu'ils ne se fassent pas d'illusions.

La création des SDF (forces démocratiques syriennes) est la meilleure nouvelle qui pouvait arriver pour tout le nord de la Syrie (pour les Kurdes et les non-Kurdes). Mais qu'en est-il ailleurs en Syrie, dans la ville d'Alep même où la situation est très complexe, et aussi dans les autres régions du pays (Idlib, Homs, Hama, Damas...) : y a-t-il à sa connaissance des contacts et des regroupements possibles, ou en cours, similaires aux SDF (ni le régime d'Assad, ni les djihadistes), dans ces autres régions ?

La création des SDF est en effet un excellent nouveau. Le ralliement de divers groupes combattants aux Kurdes est symptomatique de la bipolarisation en court du conflit entre le régime syrien d'une part, et les YPG de l'autre. Difficile d'imaginer ce qu'il adviendra quand ces deux seuls acteurs resteront en scène. [...]

Sans avoir été à Kobanê, comme tu l'as précisé tu as dû un peu te déplacer dans le Rojava. As-tu eu l'impression de zones où il existe une vie économique, quelques productions, quelques échanges, ou bien au contraire une vie plutôt morte du fait de la guerre et du déplacement des populations. Comment les YPG sont-ils approvisionnés ?

J'ai en effet eu l'occasion de me rendre dans plusieurs villes du Rojava. Il existe bien évidemment une vie économique : il suffit de déambuler dans les rues d'Amudê, de Dêrik ou de Qamishlo (encore partiellement aux mains du régime) pour s'en rendre compte. Difficile d'oublier que l'on se trouve dans un pays en guerre avec les check-points, les portraits omniprésents des martyrs et la présence importante d'une police militaire (« Asayisa Rojava »), mais les magasins sont relativement bien achalandés, sur la frontière du moins. On constate d'ailleurs que de

nombreuses marchandises viennent de Turquie. Mais cette vie économique ne doit pas masquer les difficultés terribles que traversent le Rojava. Les salaires y restent très bas (70 dollars par mois pour certains fonctionnaires) et le chômage endémique. Cela amène nombre de jeunes à ne voir aucun avenir dans ce pays et à se laisser séduire par le rêve d'une vie meilleure en Europe. Les campagnes de prévention organisées par plusieurs organisations politiques semblent inefficaces pour le moment. Je passe ici sur les zones de combats, désertées totalement par la population civile et en partie détruites. [...]

Il a été dit récemment que les organisations kurdes (hostiles au PKK) d'Irak voulaient instaurer un enrôlement obligatoire dans l'armée. Cela est-il évoqué au Rojava parmi les unités que tu as côtoyé ? Question annexe l'information sur ce qui se passe en Irak remonte-telle à peu près vers le Rojava ?

J'ignore ce qu'il en ait pour le Kurdistan irakien. La conscription obligatoire est déjà en place au Rojava, mais j'en ignore les modalités, n'ayant pas côtoyé moi-même de conscrits. Ces derniers seraient d'ailleurs plutôt employés à l'arrière, mais je n'ai guère plus d'informations à ce sujet. [...]

Pour ce qui est de Barzani, celui-ci est très largement méprisé par les Kurdes de Syrie, surtout chez les YPG. La liste des reproches adressés à « Dollarzani » (le sobriquet donné par les YPG) est longue : corruption et népotisme endémique, soumission aux intérêts américains, proximité avec l'Etat turc (l'armée turque forme des unités de l'armée kurde d'Irak), trahison (notamment la fuite des peshmergas et l'abandon de Shengal aux djihadistes).

Le PDK essaie certes de s'implanter au Rojava, mais avec un succès des plus limités pour le moment. Notons au passage que, si le PDK n'est pas en odeur de sainteté auprès des YPG et du PYD, celui-ci est autorisé et a pignon sur rue. Il arrive de trouver, dans certains commerces, des portraits de Barzani sans que ceux-là ne soient réprimés. Pour l'anecdote, il existe un magasin dans la ville de Dêrik où l'on trouve, au milieu des écussons YPG et des drapeaux du PKK, des portes-clés et d'autres babioles à l'effigie de Barzani ! Les affaires sont les affaires : cette anecdote démontre bien qu'il existe une demande en ce sens, que certains s'empressent de satisfaire.

source

OCL/courant alternatif



au Başur (Kurdistan irakien)

♦ **Les Yézidi.e.s commencent à revenir à Shengal.** Après les attaques de Daesh dans la ville de Shengal et les villages alentour, des milliers de Yézidi.e.s avaient pris la fuite et ceux et celles qui ont survécu s'étaient réfugié.e.s dans des camps dans les pays voisins (surtout le Kurdistan irakien et la Turquie). Depuis la libération de Shengal par les guérillas Kurdes en novembre dernier, les Yézidi.e.s commencent à revenir à leur terre et appellent à ce que tous les Yézidi.e.s reviennent pour «reconstruire leur vie ensemble».
(source : jinha.com.tr)

♦ **Grève des instituteurs et professeurs.** Le mouvement de grève des professeurs a repris de l'ampleur avec des manifestations et grèves samedi 30 janvier dernier. Environ 50,000 personnes sont descendues dans la rue pour réclamer des salaires non-payés. Certaines disent ne pas avoir été payé.e.s depuis le mois de septembre. « La grève continuera

jusqu'à ce que le gouvernement réponde à nos demandes et nous paie nos salaires » a dit un prof de Sulaimaniya. En octobre dernier, au moins 4 personnes ont perdu la vie lors d'affrontements violents entre les manifestantes et les peshmergas au moment des manifestations des professeurs.

(source : kurdpress.com)

♦ **Barzani, le président du Gouvernement Régional du Kurdistan (GRK) a déclaré qu'il envisageait un référendum sur l'indépendance de la région.** Étant donné que Barzani et son parti politique ont entretenu des liens économiques et politiques très forts avec les Etats-unis, on se demande bien quelles sont ses motivations en se lançant dans une telle aventure ? Surfer sur la vague des révoltes actuelles au Rojava et au Bakur ? Revendiquer son indépendance alors qu'il collabore avec le gouvernement turc dans sa guerre contre le PKK ?

APPEL DU COLLECTIF SOLIDARITE FEMMES KOBANÊ SUITE AUX ATTENTATS DU 13 NOVEMBRE 2015 À PARIS

« Nous, les femmes, nous savons que pour la lutte des femmes il y a deux choses importantes. L'une, c'est l'insurrection et le refus le chaque femme face aux erreurs de la société, et l'autre c'est la solidarité entre les femmes. Si on peut faire ces deux choses ensemble, c'est un grand pas pour l'émancipation et la liberté des femmes »
(Gultan Kisanak)

Contre l'union nationale : Solidarité internationale !

A Beyrouth, Rakka, Ankara, Suruç et maintenant Paris et Bamako, Daesh fait des milliers de victimes dans le monde. Nous exprimons notre solidarité politique avec toutes les personnes attaquées par la violence de Daesh, qui est déterminé à continuer. Mais nous savons que la solidarité avec les peuples victimes de Daesh ne signifie en aucun cas le soutien à l'Etat français et aux autres puissances impérialistes qui ont leur part de responsabilité dans ce drame.

En effet, les grandes puissances impérialistes se sont appuyées sur les différents gouvernements du Moyen Orient, de l'Afrique du Nord et du Mali, pour maintenir leurs intérêts économiques. Elles ont aidé les puissances régionales à écraser les soulèvements des peuples, à opposer chiïtes et sunnites, et à semer le chaos qui a permis au courant idéologique obscurantiste de Daesh de se développer.

Aujourd'hui encore, les États européens soutiennent indistinctement Daesh. L'Etat français vend des armes au régime wahhabite de l'Arabie Saoudite, et s'allie à Erdogan, les deux principaux soutiens de Daesh dans la région.

Alors, nous dénonçons l'impérialisme et refusons que la lutte contre Daesh passe par des guerres au Moyen-Orient et en Afrique décidées par les intérêts des grandes puissances occidentales. En tant que féministes, nous devons construire des solidarités politiques avec les peuples qui résistent contre Daesh.

Contre l'Etat policier : mobilisation contre le sexisme, l'islamophobie et le racisme !

Suite aux attentats à Paris, la réponse du gouvernement est de réunir autour du drapeau français en récupérant l'émotion et la solidarité avec les victimes. En même temps, le gouvernement a déclaré l'Etat d'urgence sur tout son territoire pour 3 mois et la fermeture des frontières.

L'Etat a instrumentalisé les informations sur les nationalités des réfugiés (que Daesh avait fourni à dessein) pour criminaliser les réfugiés syriens, pour renforcer les contrôles aux frontières et pour attaquer et expulser les camps d'habitation des réfugiés en France. Des mesures similaires sont mises en place au niveau européen.

Les actions liées à l'Etat d'urgence encouragent les attaques racistes et islamophobes qui sont en augmentation. Sur le territoire français, en 15 jours, l'Etat a procédé à plus de 2000 perquisitions dans des logements, des associations et des lieux de culte musulman. Les interventions policières

attaquent, délogent et stigmatisent en toute impunité des habitant-e-s des quartiers populaires, comme l'intervention du 15 novembre à Saint-Denis. Il a aussi été question de changer la constitution pour retirer la nationalité française aux binationaux jugés dangereux pour l'ordre public. Ces politiques renforcent la division raciale entre ceux considérés comme français et ceux auxquels le statut de français est toujours refusé et dénié, les immigrés et descendants d'immigrés.

Dans ce dispositif sécuritaire et nationaliste, les femmes musulmanes, immigrées, voilées, sont les premières attaquées dans l'espace public. L'état d'urgence annonce plus d'impunité pour les violences racistes et sexistes contre les femmes. Depuis l'état d'urgence, les commissariats de police des banlieues parisiennes ont pour consigne de donner priorité aux perquisitions administratives, aux patrouilles et aux contrôles. En conséquence, des femmes voulant porter plainte contre leur conjoint violent se voient refuser l'entrée des commissariats. L'Etat d'urgence normalise les violences conjugales et organise l'avancée de la guerre silencieuse du patriarcat contre les femmes.

Tout en augmentant l'impunité des crimes racistes et sexistes, l'Etat d'urgence permet de criminaliser les luttes sociales pour l'égalité et la liberté. L'interdiction de manifester et de se rassembler est renforcée par les convocations de personnes solidaires de la lutte des migrants et de la liberté de circulation, et par l'assignation à résidence de personnes suspectées de vouloir manifester contre la COP 21. La politique du gouvernement français empêche toute possibilité de contestation collective et amplifie le chacun pour soi. L'état d'urgence est un outil pour réprimer les luttes et museler les mouvements sociaux, empêcher les protestations contre la politique de l'Etat en France et contre les guerres qu'il mène.

Contre le sexisme, le racisme et l'islamophobie, nous refusons que la lutte contre Daesh passe par les politiques sécuritaires et les fermetures des frontières. En tant que féministes, nous devons construire des solidarités politiques locales contre les attaques islamophobes, racistes et sexistes.

Contre le patriarcat et la modernité capitaliste : solidarité féministe avec les femmes du Kurdistan !

Faisant le constat que « Le pouvoir de la modernité capitaliste est en train d'anéantir les espoirs, d'attaquer les cultures locales, de violer les droits des communautés et de faire des femmes des butins de guerre à travers Daesh, son pion au Moyen Orient » (déclaration du mouvement des femmes libres du Kurdistan), les peuples du Rojava se sont organisés pour former une alternative politique.

Le système confédéral démocratique défendu au Rojava est « une troisième voix contre la destruction des peuples, des identités, des communautés, des cultures, de croyances, des langues et de la nature » (déclaration du mouvement des femmes libres du Kurdistan) dans la région du Moyen-Orient, et qui garantit la représentation politique et la liberté de tous

les peuples et de toutes les croyances de la région (kurdes, arabes, syriaques, tchéchènes, arméniens, musulmans, chrétiens et ézidis).

Ce projet est un combat féministe : les femmes sont présentes à tous les échelons politiques en tant que co-représentantes, elles se sont organisées dans les unités de défense mixtes (YPG) et dans les unités d'auto-défense non mixtes (YPJ), et en assemblées. Ces femmes se battent contre Daesh car elles défendent une alternative politique radicale pour la région et pour le monde.

C'est en tant que féministes que nous soutenons les unités d'auto-défense du Rojava, les YPG et les YPJ, et que nous appelons à la solidarité politique internationale avec les peuples du Rojava qui combattent contre Daesh depuis 2014.

Contre un féminisme libéral et étatique, nous appelons à la solidarité avec le mouvement des femmes libres du Kurdistan. Nous nous engageons pour la reconstruction féministe de Kobanê. Reconstruire Kobanê c'est démolir le patriarcat et la modernité capitaliste qui sont des tombeaux pour les femmes et pour les peuples.

Contre le patriarcat et la modernité capitaliste, construisons ensemble des solidarités et des actions féministes locales, internationales et concrètes !

source

solidaritefemmeskobane.org

en Turquie

♦ **La Cour Européenne des Droits de l'Homme (CEDH) fait marche arrière.** En Turquie, l'État empêche très souvent les ambulances d'accéder là où il bombarde, tue et mutile. Mais en janvier, lors du siège de Cizre, des avocat.e.s kurdes avaient saisi en urgence la CEDH, ce qui avait débloqué les ambulances dans certains cas et ainsi sauvé plusieurs vies. Sauf que fin du mois la CEDH a retourné sa veste en déclarant que tous les recours judiciaires internes (de la justice turque) doivent être épuisés avant qu'il soit possible de la saisir. Une nouvelle porte fermée aux Kurdes, et une porte ouverte à l'État turc pour massacrer tranquille !

♦ **Depuis que l'Etat turc a de nouveau déclaré la guerre aux Kurdes, plusieurs centaines** de militant.e.s, politicien.e.s et journalistes kurdes ou pro-kurdes, vivant dans le reste de la Turquie, se sont fait arrêter et/ou enfermer. En septembre et en octobre 2015, les civil.e.s kurdes, ainsi que leurs commerces, les lieux culturels et locaux de partis politiques, ont été ciblés à plusieurs reprises et dans plusieurs villes par des foules racistes qui se sont rassemblées avec des moyens logistiques fournis par l'État turc (bus, etc.). Plusieurs centaines de civil.e.s ont été blessé.e.s et plusieurs locaux du HDP brûlés lors de ces lynchages collectifs, commis en grande partie par la population turque, et incités directement par les discours de Erdogan. Dans ce contexte, il semble que ce n'est que récemment que des actions de solidarité avec le mouvement kurde et contre la guerre ont commencé à avoir lieu dans l'ouest de la Turquie.

Sur le site **nouvelleturquie.com** on peut lire : « Partout en Turquie des actions sont organisées par les organisations révolutionnaires en soutien à la résistance des populations des villes kurdes...les manifestations étant toutes violemment réprimées, des centaines de militantes et militants révolutionnaires sont arrêté.e.s. Ces actions vont des attaques par différentes guérillas contre les bases militaires, aux actions de sensibilisation, en passant par les attaques sur les policiers dans les quartiers et les grèves de la faim. »

Voici une liste (non-exhaustive) des actions récentes :

Le TiKKO à l'action. Les combattant.e.s armé.e.s du groupe de guérilla TiKKO (branche armée du TKP/ML, parti communiste de Turquie) ont effectué plusieurs actions en solidarité avec les Kurdes dans différentes villes : blocage de la circulation sur une autoroute dans le Sud-Est de la Turquie, attaque incendiaire, dans la nuit du 23 janvier, contre un local proche de l'AKP ramassant des fonds en soutien aux djihadistes syriens du Front-Al-Nosra (Al-Qaïda) et Ahrar al-Sham, grève de la faim depuis le 30 janvier par des militantes emprisonnées, pour protester contre les massacres en cours au Kurdistan et contre les fouilles et les pratiques fascistes en prison. Dans leur communiqué, elles déclarent : « Ou que nous soyons, en tant que révolutionnaires, il est de notre responsabilité et de notre devoir de prendre position et de nous opposer. »

A Ankara, 4 membres du groupe Yeni Demokrat Gençlik (YDG) ont accroché une banderole sur le toit du grand centre commercial Kizlay, sur laquelle était écrit : « Renforçons la résistance contre les massacres à Sur, Cizre et Silopi. » Les 4

jeunes ont tout.e.s été interpellé.e.s et tabassé.e.s par les flics.

Le 25 janvier a eu lieu une manifestation organisée par le groupe 'DHF Istanbul Côté Europe' dans le quartier Gazi à Istanbul. Le groupe, rassemblé derrière une banderole annonçant « Les barricades de Gazi sont des tranchées du Kurdistan », s'est mis en marche aux cris de « Notre meneur est Ibrahim, Ibrahim Kaypakkaya » [Ibrahim Kaypakkaya (1949-1973) était un personnage important du mouvement communiste en Turquie et fondateur du Parti Communiste/Marxiste-Léniniste de Turquie (TKP/ML). Emprisonné en 1973, il a subi 4 mois de tortures avant que ses tortionnaires le tuent par une balle dans la tête], et « Le Kurdistan sera le tombeau du Fascisme. » Attaqué.e.s et dispersé.e.s par les flics, les manifestant.e.s se sont regroupé.e.s plus tard. Des affrontements ont alors éclaté entre les flics et les groupes montant les barricades dans la rue.

♦ **Grève de la faim des Alévis.** La Fédération Alévie Bektaşî (AFB) et ses organisations membres, ainsi que les membres des Associations Démocratiques Alévis (DAD) avaient commencé le 29 décembre 2015, une grève de la faim de trois jours, sous la bannière « Non aux guerres ! Que les enfants ne meurent pas. » Actuellement en grève de la faim, le Directeur de l'AFB, Baki Düzgün, annonce « qu'ils veulent étendre cette action sur toute la Turquie, et qu'ils visent à casser le silence de l'Ouest du pays. » Il souligne « qu'après les attaques qui ciblent le peuple kurde, ce sera le tour des Alévis. » (source : Kedistan.net)



Le 9 janvier 2013 trois militantes kurdes étaient assassinées d'une balle dans la tête en plein cœur de Paris. Trois ans plus tard, le 9 janvier 2016, nous n'avons pas oublié l'assassinat politique de Sakine Cansiz, Fidan Dogan et Leyla Saylemez et c'est au moins 20000 personnes qui ont battu le pavé parisien pour honorer leur mémoire et exiger que l'enquête policière, au point mort, fasse enfin la lumière sur ce triple assassinat.



AGENDA

✌ Nantes, 17 février à 19h

Discussion « Kurdes aujourd'hui » dans le cadre de la Semaine des Résistances.

→ Centre culturel kurde, 9 allée des Roitelets, St Herblain

semainederesistances.com

✌ Toulouse, 27 février à 18h

Rencontre-débat sur le thème « Kurdistan : féminisme et résistance », → Salle Osète, 7 rue du Lt Pelissier

Soirée organisée par l'OCML-VP, avec l'Union des Femmes Socialistes (Turquie/Kurdistan) et la Maison Franco-Kurde Midi-Pyrénées. Entrée libre, grignotage et boissons à prix libre.

Et à 21h, Concert.

→ Blind Tiger, 60 rue Pargaminières

Avec Piya (chants révolutionnaires turcs et kurdes) et Thawra (rappeuse allemande). La soirée est organisée en hommage à Ivana Hoffmann, communiste afro-allemande antifasciste, assassinée par Daech le 7 mars 2015 alors qu'elle combattait dans les rangs de la résistance kurde au Rojava.

✌ Londres, 6 mars à 13h

→ supportkurds.org

Manifestation nationale contre la guerre au Bakur.



— Paix...
— Monstre, traître, assassin, terroriste



l'homme : — Un enfant a encore été tué, Monsieur.
Erdoğan : — Israël, cruel !
l'homme : — L'enfant a été tué à Cizre, Monsieur.
Erdoğan : — Saloperie de terroristes !

en Europe :

◆ **Aveu allemand : le silence face aux massacres kurdes est le « prix » de la collaboration anti-immigration...** A Berlin, le ministre de l'intérieur allemand Thomas de Maiziere a avoué que l'Union européenne gardait le silence face aux massacres commis par la Turquie contre les Kurdes à cause de la collaboration anti-migration entre l'UE et la Turquie. Le ministre a fait cette déclaration durant l'émission de télévision Monitor diffusée sur la chaîne ARD.



◆ **A Rennes, le 8 février :** les kurdes forcent l'entrée du parlement de Bretagne. Le président de l'association Amara, Fehmi Kaplan, dénonce l'inertie européenne. « Nous faisons régulièrement des marches, dans les rues de France et d'Europe, mais rien ne bouge. Nous passons à la vitesse supérieure. »

◆ **Manif à Paris.** Suite au massacre de Cizre par les forces du gouvernement islamiste de Recep Tayyip Erdogan, le Conseil démocratique kurde en France a appelé à manifester le 8 février devant l'ambassade de Turquie en France à 12h. Les manifestants ont été violemment réprimés par les forces de police françaises, embarquant plusieurs militants kurdes en garde-à-vues...

◆ **Rennes, le 8 février.** Environ 150 Kurdes s'étaient rassemblés, à 13h, devant le Parlement de Bretagne, qu'ils ont décidé d'occuper peu après. Ils dénonçaient le massacre de civils qui a eu lieu le 7 février à Cizre. Les vigiles du Parlement n'ont pas eu le choix : « J'ai essayé de fermer la porte, mais ils étaient au moins cinquante. Ils ont poussé... » Le président de l'association Amara, Fehmi Kaplan, dénonce l'inertie européenne. « Nous faisons régulièrement des marches, dans les rues de France et d'Europe, mais rien ne bouge. Nous passons à la vitesse supérieure. »



GLOSSAIRE

On parle souvent indistinctement du PKK pour désigner d'autres organisations qui en sont proches ou qui n'en sont que des parties.

BAKUR : 'Kurdistan turc'

DTK : créé en 2007 avec le BDP, « le Congrès pour une société démocratique » est une plate-forme d'associations et de mouvements du Kurdistan de Turquie. Il développe à partir de 2011 son modèle « d'autonomie démocratique », modèle qui correspond aux expériences actuellement à l'oeuvre dans les cantons du Rojava.

KJA : Congrès des Femmes Libres. Une des principales organisation du mouvement des femmes.

HDP : Parti Démocratique des Peuples. C'est un parti légal qui se présente aux élections. Le HDP est un front regroupant de nombreuses organisations révolutionnaires en Turquie, dont certaines ont des structures clandestines. Le HDP n'est pas un parti kurde mais il prend régulièrement la défense du PKK ou de son pendant syrien.

DBP : Parti Démocratique des Régions. Le DBP succède au BDP qui succède lui-même au DTP. Le DBP est au Nord-Kurdistan ce que le HDP est à la Turquie. HDP et BDP agissent comme des organisations soeurs. A l'occasion des élections de 2015, le HDP et le BDP fusionnent dans les urnes et présentent une seule liste 'HDP' pour toute la Turquie (même si elles existent encore distinctement).

HGP : Force de Défense du Peuple. Organisation armée.

YJA-Star : Unités des Femmes Libres. Organisation armée des femmes.

PAJK : Parti des Femmes Libres du Kurdistan. Organisation politique des femmes.

YPS : Unités de Protection Civile. Groupe locaux d'habitant.e.s armé.e.s.

YDG-H : Mouvement de la Jeunesse Révolutionnaire Patriotique. Jeunes armé.e.s pour l'autodéfense des villes et des quartiers.

ROJAVA : 'Kurdistan syrien'

TEV-DEM : "Mouvement pour une société démocratique", le gouvernement du Rojava.

PYD : Parti de l'Union Démocratique, parti kurde de Syrie. Il proclame l'autonomie du Rojava en novembre 2013.

YPG : Unités de Protection du Peuple. Organisation armée.

YPJ : Unités de Protection des Femmes. Organisation armée des femmes.

Asayîş : C'est le mot kurde pour 'sécurité' c'est la 'police' du Rojava.

Brigades Burkan el Firat : (ou Burkan al Furat) "Volcans de l'Euphrate", brigade unifiée de combattants de certaines fractions de l'ASL (Armée Syrienne Libre) et des YPG.

IFB : Brigade Internationale de Libération (ou Bataillon International de la Liberté). Ce sont les Brigades Internationales, créées à l'initiative du MLKP dans un esprit similaires aux brigades éponymes de la guerre d'Espagne. L'IFB regroupe de nombreuses organisations marxistes-

léninistes, maoïstes, hoxhaïstes et anarchistes de nombreux pays (Turquie, Europe, Etats-Unis,...).

MFS : Conseil Militaire Syriaque. Groupe Syriaque/Assyrien/Chrétien, pro-YPG.

QSD : Fondée au milieu du mois d'octobre 2015, les Forces Démocratiques Syriennes (désignées comme SDF ou QSD) sont une alliance regroupant une quarantaine de groupes armés actifs dans le Rojava et dans le nord de la Syrie. L'alliance est multi-ethnique (Kurdes, Arabes, Turkmènes, Circassiens,...) et anti-islamiste. Les plus gros groupes composants l'alliance sont les YPG/YPJ (revendiquant 50.000 combattants) et le Jaysh al-Thuwar (Armée des Révolutionnaires, revendiquant 5.000 combattants).

TURQUIE

MLKP : Parti communiste marxiste-léniniste turc, pro-kurde. Il est interdit en Turquie. Il comporte une branche armée clandestine : le FESK.

LES EXPRESSIONS DU MOIS

Grâce à Merhaba Hevalno, commencez à apprendre le kurde !

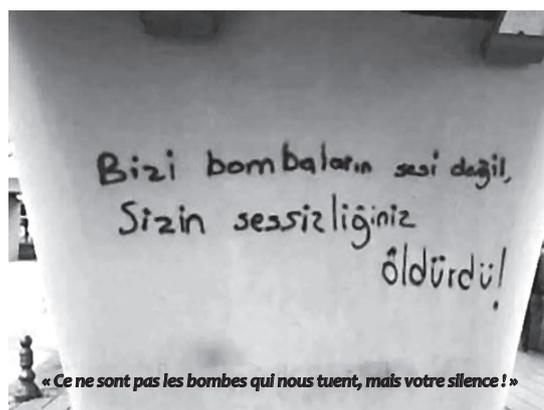
« Biji berxwedana Kurdistan » signifie

« Vive la résistance au Kurdistan » et

« Merhaba Hevalno » veut dire



« Salut les camarades/ami.e.s »



Plus d'infos sur le web :

Visitez les sites KEDISTAN.FR, SUSAM-SOKAK.FR, NEVARNEYOK.NOBLOGS.ORG, TWITTER.COM/INFO_ROJAVA, SOLIDARITEFEMMESKOBANE.ORG, etc...

Plein d'infos en français sur la situation au Kurdistan ! Et si vous lisez l'anglais, allez donc faire un tour sur ROJAVAREPORT.WORDPRESS.COM, KURDISHQUESTION.COM, ANFENGLISH.COM, SENDIKA9.ORG, DICLEHABER.COM, JINHA.COM.TR...

Bonnes lectures et bonnes traductions !